

Une menace d'expulsion plane sur les occupants de l'aire d'accueil

Une dizaine de familles sont installées depuis un an sur ce terrain qui doit être remis aux normes.

MORANGIS

PAR LAURENT DEGRADI

AU BOUT DE LA VOIE du Cheminet, les caravanes sont soigneusement alignées. Une dizaine de familles de la communauté des gens du voyage sont installées depuis un an sur l'aire d'accueil dédiée de Morangis.

Ce site flambant neuf, qui devait être officiellement livré à la fin de l'été 2017, n'est pourtant pas habilité à recevoir du public et n'a officiellement jamais ouvert ses portes. En cause, toute une série de malfaçons et d'erreurs de conception imputées aux entreprises chargées de mener à bien ce chantier d'un coût total de 1,5 M€.

Par exemple, les blocs sanitaires étaient prévus en dur dans le projet finalisé en 2015 sous l'égide de l'ancienne communauté d'agglomération des Portes de l'Essonne (CALPE). Mais ce sont des constructions

modulaires qui ont été installées et doivent aujourd'hui être démontées et remplacées.

Pour tout remettre aux normes, l'aire d'accueil doit être vidée de ses occupants. Mais, après un bras de fer entamé il y a douze mois entre ces familles et l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre (GOSB), compétent sur ce dossier, la situation reste au point mort. Ou presque.

ILS DEMANDENT UN « TERRAIN DE REPLI »

« La discussion a repris avec les entreprises concernées par ces malfaçons. Un accord a été trouvé et elles vont reprendre les travaux pour que cette aire d'accueil soit enfin aux normes », assure-t-on du côté du GOSB. La préfecture de l'Essonne annonce quant à elle qu'une décision d'expulsion des familles installées sur ce site a été signée. « L'évacuation sera programmée dès lors

que cette décision sera notifiée aux familles », précisent encore les services de la préfecture.

Sur place, les 50 à 60 occupants de cette aire d'accueil ne cachent pas leur étonnement. « Nous sommes là depuis un an. On parle de malfaçons mais on a tout ce qu'il faut ici et nous ne sommes pas gênés dans notre vie quotidienne, confie Georges. Mais s'il faut absolument qu'on parte pour que des travaux soient effectués, qu'on nous propose un terrain de repli. »

De son côté, Charles, son voisin, croit savoir qu'une expulsion pourrait survenir à partir de lundi. « C'est ce que m'a fait savoir le commissariat de police. Du coup, nous sommes tous inquiets. Des enfants sont scolarisés à Morangis. Dans le camp, un de nos voisins se fait régulièrement dialyser à Athis-Mons. Nous sommes en pleine période hivernale. On ne peut pas nous expulser comme cela. »



Morangis, lundi. L'aire d'accueil doit être évacuée avant la réalisation des travaux.